

//FRANCAIS

IN MY NAME: Youth for Climate, Extinction Rebellion, Greenpeace
Une occasion historique de redresser les torts des personnes sans papiers

Justice climatique = justice sociale

Au cours des dernières années, les tentatives de combler le fossé entre le mouvement climatique et les groupes luttant pour la justice sociale se sont multipliées. Sous l'influence de mouvements de justice sociale comme Black Lives Matter et #metoo, la prise de conscience se fait dans nos mouvements qu'aucun mouvement ne peut atteindre ses objectifs finaux s'il ne pense pas et n'agit pas de manière intersectionnelle.

Ce n'est ni facile ni évident. Cela nécessite d'apprendre, de s'adapter, d'avoir des conversations inconfortables avec sa famille, ses collègues, ses camarades militants et ses amis et de faire des changements dans la façon dont nous nous organisons.

Il faut passer de la parole aux actes.

Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Il faut du temps et un soutien mutuel à long terme pour établir la confiance. L'objectif final n'est pas la solidarité, mais la co-libération. Car personne ne peut être vraiment libre si tout le monde ne l'est pas.

Migration climatique

Alors que le Nord de la planète est responsable de 92% des émissions dépassant la limite planétaire (2020, *J. H. H. Hickel, The Lancet Planetary Health*), c'est dans l'hémisphère Sud que la crise climatique et écologique frappe le plus durement, et ce depuis longtemps. Les terres deviennent inhabitables, les ressources se raréfient, les modes de vie sont menacés ou détruits, des conflits apparaissent. Cela oblige les gens à migrer et cela continuera à le faire de plus en plus au cours des prochaines décennies. Selon l'ONU, jusqu'à un milliard de personnes pourraient être contraintes de migrer en raison du changement climatique d'ici 2050. Qu'est-ce qu'on fait?

Les Européens ont tendance à renier les méthodes de l'ex-président Trump, lorsqu'il criait "construisez ce mur" pour empêcher les réfugiés d'entrer. Cependant, l'Europe fait exactement la même chose, en utilisant la mer Méditerranée comme une séparation naturelle de l'Asie et de l'Afrique. Comme si cela ne suffisait pas, les pays européens dépensent des centaines de milliards d'euros dans la sécurité des frontières de haute technologie sous forme de murs, de drones, de canons à sons, de capteurs, de systèmes d'IA pour reconnaître les réfugiés et de gardes de sécurité pour littéralement chasser les réfugiés...

Les conséquences de l'histoire Européenne coloniale et sanglante, de destruction, de pillage et de domination forment l'une des raisons (si ce n'est la plus) cruciales du "besoin" actuel d'une frontière méditerranéenne. Une frontière qui a fait mourir plus de 23.000 êtres humains depuis 2014 en tentant de rejoindre l'Europe (data2.unhcr.org). Et nous ne comptons même pas les personnes n'ayant pas survécu au voyage tout aussi dangereux à travers le Sahara, faute de données.

Exploitation - insécurité - inhumanité

Pour ceux qui y parviennent, atteindre l'Europe n'est pas la fin de la souffrance. Le processus de reconnaissance de la citoyenneté d'un pays s'apparente souvent à un jeu de loterie. En Belgique, la loi stipule qu'une régularisation ne peut avoir lieu que dans des "circonstances extraordinaires". Il n'existe pas de critères clairs sur ce que cela signifie.

Il en résulte que les gens sont piégés dans des procédures sans fin. Privées de leur dignité humaine et de leur droit au travail, elles sont poussées vers le travail sans papiers, ce qui signifie qu'elles ne bénéficient pas de la sécurité sociale et qu'elles travaillent pour des salaires extrêmement bas dans de mauvaises conditions.

Cela crée des tensions dans la société: le système crée une concurrence déloyale entre les sans-papiers et la classe ouvrière avec papiers, ce qui donne lieu à des insultes d'extrême droite et à un racisme indignant que:

"Ils prennent nos emplois" et "Ils travaillent illégalement".

La régularisation pourrait transformer le récit en:

"La Belgique gagne 65 millions d'euros nets par mois (ACV Bruxelles) en cotisations de sécurité sociale, grâce à la régularisation de 100.000 personnes sans papiers."

Et nous ne parlons même pas des montants énormes que nous économiserions sur les prisons, les systèmes bureaucratiques de chasse aux migrants et la surveillance de masse.

L'invasion russe en Ukraine et la façon dont l'Europe a traité les réfugiés ukrainiens ont montré qu'une autre voie est possible. Nous devons cesser de discriminer les réfugiés et les migrants en fonction de leur origine, de la couleur de leur peau et de leurs antécédents culturels ou religieux. Nous devons avoir des critères de régularisation équitables pour tous.

C'est une question de dignité humaine, mais aussi beaucoup plus que cela. Si nous voulons un jour faire face à la crise climatique et écologique, nous devons être capables d'entendre ceux qui sont (et ont été) les plus touchés. L'extrême-droite monte à nouveau en Europe. Elle ne s'est jamais préoccupée de la crise climatique et écologique et a toujours capitalisé sur les sentiments anti-immigrés. Si nous ne commençons pas à traiter humainement ceux qui sont contraints de fuir les catastrophes (écologiques), nous ouvrons la voie à l'écofascisme.

Participez à l'histoire!

Nous pouvons empêcher que cela se produise. Les différents collectifs de sans-papiers se sont unis derrière IN MY NAME: une proposition de loi civile, et une opportunité qui ne se présente qu'une fois par génération. Elle plaide pour des critères de régularisation clairs et humains.

La politique a ignoré d'innombrables protestations, occupations et même une grève de la faim de 60 jours l'été dernier. Si nous parvenons à rassembler 25.000 signatures, ils seront obligés - par la loi - d'écouter et de discuter.

S'il vous plaît, soutenez In My Name, diffusez le message au sein de votre organisation, parmi vos collègues activistes, vos amis et votre famille et sachez que nous pouvons changer le monde si nous agissons ensemble:

www.inmyname.be

Email: contact@inmyname.be



//NEDERLANDS

INMYNAME : Youth for Climate, Extinction Rebellion, Greenpeace

Een historische kans om onrecht jegens ongedocumenteerde burgers recht te zetten

Klimaatrechtvaardigheid = sociale rechtvaardigheid

De afgelopen jaren zijn er steeds meer pogingen geweest om de kloof te dichten tussen de klimaatbeweging en groepen die strijden voor sociale rechtvaardigheid. Onder invloed van massabewegingen als Black Lives Matter en #metoo groeit het besef in onze bewegingen dat geen enkele beweging haar einddoelen kan bereiken als ze niet intersectioneel denkt en handelt.

Intersectioneel denken en handelen is niet gemakkelijk of vanzelfsprekend. Het vereist dat we (ont)leren, ons aanpassen, gesprekken voeren met familie, collega's, mede-activisten en vrienden, ook als dat ongemakkelijk is. En het vereist dat we veranderingen aanbrengen in de manieren waarop we ons organiseren.

Als klimaatbewegingen weten dat we de daad bij het woord moeten voegen.

Dit is een werk van lange adem. Het vraagt tijd en langdurige wederzijdse steun om vertrouwen op te bouwen.

Het einddoel is niet solidariteit, maar co-liberatie. Want niemand kan echt vrij zijn, als niet iedereen vrij is.

Klimaatmigratie

Terwijl het mondiale Noorden verantwoordelijk is voor 92 procent van de emissies die de planetaire grens overschrijden (2020, J Hicke, *The Lancet Planetary Health*), drukken de gevolgen van de klimaatcrisis onevenredig zwaar op het mondiale Zuiden.

Land wordt onbewoonbaar, middelen worden schaars, levenswijzen worden bedreigd of vernietigd en conflicten ontstaan. Volgens de VN zouden tegen 2050 tot een miljard mensen gedwongen kunnen zijn om te migreren als gevolg van de klimaat- en ecologische crisis. Hoe gaan we daarop reageren?

Europeanen keurden ex-president Trump's plannen om een muur te bouwen en vluchtelingen buiten te houden massaal af. Europa doet echter precies hetzelfde, met de Middellandse Zee als natuurlijke scheiding met Azië en Afrika. Erger nog: Europese landen geven [honderden miljarden euro's](#) uit aan hightech grensbeveiliging in de vorm van muren, drones, geluidskanonnen, sensoren en AI-systemen om vluchtelingen te herkennen en grensbewakers om (letterlijk) op vluchtelingen te jagen.

Europa's bloedige, koloniale geschiedenis van verwoesting, plundering en overheersing is één van de (zo niet de meest) cruciale redenen voor de huidige roep om een mediterrane grens. Een grens die er sinds 2014 voor heeft gezorgd dat meer dan 23.000 mensen zijn omgekomen in een poging Europa te bereiken (data2.unhcr.org). Bij gebrek aan gegevens tellen we daar de mensen mee die de even gevaarlijke tocht door de Sahara niet overleven niet eens bij.

Uitgebuit - onveilig - onmenselijk

Wie Europa ondanks alles weet te bereiken, wordt niet met open armen ontvangen. Een Europees burgerschap aanvragen is als spelen in de loterij. De Belgische wet bepaalt dat men kan worden geregulariseerd in "buitengewone omstandigheden", zonder criteria te koppelen aan wat dat betekent.

Dit leidt ertoe dat mensen vaak jarenlang vast komen te zitten in procedures. Beroofd van hun menselijke waardigheid en het recht op werk, worden zij in de illegaliteit geduwd, wat betekent dat ze geen sociale zekerheid hebben en werken voor extreem lage lonen in slechte omstandigheden.

Het zet de samenleving op scherp door oneerlijke concurrentie tussen mensen zonder papieren en de gedocumenteerde arbeidersklasse te creëren, wat leidt tot verdeling en extreemrechtse leuzen als:

'Zij pikken onze banen in' en 'Zij werken illegaal'.

Regularisatie zou het verhaal kunnen veranderen in:

"65 miljoen euro netto per maand (ACV Brussel) extra aan sociale bijdragen voor Belgische sociale zekerheidskas, dankzij de regularisatie van 100.000 mensen zonder papieren."

Wat een verschil.

En dan hebben we het nog niet eens over de enorme bedragen die we zouden besparen op ongrondwettelijke 'gesloten centra', bureaucratische systemen die migranten opjagen en massasurveillance.

De Russische invasie in Oekraïne en de manier waarop Europa met de Oekraïense vluchtelingen omgaat, toont aan dat het anders kan. We mogen vluchtelingen en migranten niet discrimineren op basis van huidskleur, culturele of religieuze achtergrond of waar ze vandaan komen. We moeten eerlijke, gelijkwaardige en humane regularisatiecriteria hebben voor iedereen die hier asiel aanvraagt.

Dit gaat om menselijke waardigheid, maar daar stopt het niet. Als we ooit met oplossingen willen komen voor de klimaat- en ecologische crisis, moeten we kunnen luisteren naar degenen die het zwaarst getroffen worden. Extreemrechts is in Europa in volle opmars en terug van nooit weggeweest. Het heeft zich nooit om de klimaat- en ecologische crisis bekommerd en heeft altijd munt geslagen uit anti-immigratie sentimenten. Als we hen die worden gedwongen te vluchten voor (ecologische) rampen niet nu menselijk beginnen te behandelen, maken we de weg vrij voor ecofascisme.

Sluit je aan en schrijf mee geschiedenis!

Wij kunnen dat voorkomen. De verschillende collectieven van mensen zonder papieren hebben zich verenigd achter [IN MY NAME](#): een voorstel voor een burgerwet, en een kans die zich maar één keer in een generatie voordoet. Het pleit voor duidelijke en humane regularisatiecriteria.

De politiek heeft talloze protesten, bezettingen en afgelopen zomer zelfs een hongerstaking van 60 dagen naast zich neergelegd. Als we er in slagen om samen 25.000 handtekeningen te verzamelen, zal de Kamer - bij wet - verplicht zijn om te luisteren en hierover te discussiëren in het parlement.

Steun IN MY NAME, verspreid het binnen je organisatie, onder je mede-activisten, vrienden en familie en besef dat we de wereld kunnen veranderen als we verenigd optreden: www.inmyname.be

Email: contact@inmyname.be



//ENGLISH

IN MY NAME: Youth for Climate, Extinction Rebellion, Greenpeace

A historical opportunity to right wrongs for people without papers

Climate justice = social justice

Over the last few years, there have been more and more attempts to close the gap between the climate movement and groups fighting for social justice. Under the influence of mass movements like Black Lives Matter and #metoo, we feel a growing awareness in our movements that no single movement can achieve its end goals if it's not thinking and acting intersectionally.

That's not easy or evident. It requires (un)learning, adapting, having uncomfortable conversations with family, colleagues, fellow activists and friends and making changes in the way we organise.

Being climate movements ourselves, we know that we need to walk the walk, when we talk the talk.

This won't happen overnight. It takes time and long term mutual support to build trust. The end goal is not solidarity, but co-liberation. Because no one can be truly free, if not everyone is free.

Climate migration

Whilst the global North is responsible for 92 percent of the emissions in excess of the planetary boundary (2020, *J. Hicke, The Lancet Planetary Health*), the climate- and ecological breakdown hits hardest in the southern hemisphere and has been doing so for a long time. Lands become uninhabitable, resources become scarce, ways of life are threatened or destroyed, conflicts arise. The UN reports that [up to a billion](#) people might be forced to migrate due to the climate- and ecological crisis by 2050. What do we do?

Europeans were quick to condemn the ways of ex-president Trump, when he was screaming "build that wall" to keep refugees out. However, Europe is doing exactly the same, using the Mediterranean Sea as a natural separation from Asia and Africa. Even worse: European countries spend [hundreds of billions of euros](#) on high tech border security in the form of walls, drones, sound cannons, sensors, AI systems to recognise refugees and security guards to literally hunt down refugees.

The consequences of Europe's bloody colonial history of destruction, plundering and domination is one of the (if not the most) crucial reasons for today's cry for a Mediterranean border. A border that has caused more than 23.000 human beings to die since 2014 in the attempt to reach Europe (data2.unhcr.org). And we're not even counting the people not surviving the equally dangerous trip through the Sahara, for lack of data.

Exploited - insecure - inhumane

Unfortunately, reaching Europe is not the end of suffering. The process of being acknowledged as a European citizen is like playing the lottery. In Belgium, the law states that one can only be regularised in 'extraordinary circumstances'. There are no clear criteria on what that means.

This results in people being trapped in endless procedures. Robbed of human dignity and the right to work, they're pushed into undocumented labour, which means not having social security and working for extremely low wages in bad circumstances.

This creates tensions in society: the system creates unfair competition between undocumented people and the documented working class, resulting in far-right slur and plain racism stating that

'They're taking our jobs' and 'They're working illegally'.

Regularisation could transform the narrative into:

"Belgium gains 65 million euros net per month (ACV Brussels) in social security contributions, due to regularisation of 100.000 undocumented people."

And we're not even talking about the enormous amounts we would save on prisons, bureaucratic systems chasing migrants and mass surveillance.

The Russian invasion in Ukraine and the way Europe has dealt with Ukrainian refugees has shown that another way is possible. We must stop discriminating refugees and migrants based on where they're coming from, the colour of their skin and their cultural or religious backgrounds. We need to have fair regularisation criteria for all.

This is a matter of human dignity, but also much more than that. If we ever want to deal with the climate- and ecological crisis, we need to be able to hear those who are (and have been) most affected. The far-right is rising in Europe once more. It has never cared about the climate- and ecological crisis and has always capitalised on anti-immigrant sentiments. If we don't start treating those who are forced to flee from (ecological) disasters humanely, we pave the way for ecofascism.

Get involved in making history !

We can stop that from happening. The different collectives of undocumented people have united behind [IN MY NAME](#): a [civil law proposal](#), and an opportunity that comes by once in a generation. It pleads for clear and humane regularisation criteria.

Politics has ignored countless protests, occupations and even a 60 day hunger strike last summer. If we manage to collect 25.000 signatures together, they will be obliged -by law- to listen and discuss this.

Please support In My Name, spread it within your organisation, amongst your fellow activists, friends and family and know that we can change the world if we act as one: www.inmyname.be

Email: contact@inmyname.be

